

L'INSURRECTION DE 1871

Rédacteur : J.Olivier le 14/08/2014

TABLE DES MATIERES

1. LES CAUSES DE L'INSURRECTION.....	3
2. LES REVOLTES LOCALES	4
3. LA KHOUANNERIE	6
4. LES ÉCHECS DE LA COALITION.....	9
5. LES DERNIÈRES LUTTES	10
6. LES SANCTIONS.....	11

ILLUSTRATIONS

Figure 1 carte de l'insurrection au Nord	4
Figure 2 Le bachaga Mohamed El Moqrani	5

BIBLIOGRAPHIE

Rinn, L. (1891). Histoire de l'insurrection de 1871 en Algérie. Alger: Librairie Adolphe Jourdan.

Mahfoud Kadache L'Algérie des Algériens (Paris Méditerranée EDIF 2000 // Imprimerie France Quercy Cahors mars 2003)

1. LES CAUSES DE L'INSURRECTION

La plus importante des insurrections que la troisième République a dû combattre fût l'insurrection de Kabylie en 1871. Elle eut pour cause principale la guerre malheureuse avec la Prusse. Les Français étaient vaincus, leur prestige évanoui. Les indigènes qui avaient le fétichisme de l'autorité, voyaient l'administration militaire contestée et ses officiers bafoués. C'était le naufrage de toute une politique de contact avec la population, de connaissance de ses mœurs et de ses coutumes, d'écoute de ses doléances et de ses aspirations.

Mal comprises, les modifications apportées à l'organisation algérienne par le gouvernement de la Défense Nationale affaiblissaient plus encore le prestige et l'autorité de la France :

- la **substitution du régime civil au régime militaire**, avec la suppression des Bureaux arabes et leur remplacement par des Communes mixtes, suppression qui mécontentait les chefs indigènes,

- la **naturalisation des Israélites**, en vertu du décret Crémieux, qui froissait les sentiments de la masse musulmane.

Depuis 1830, la France n'a jamais très bien su ce qu'elle ferait de l'Algérie. Comme les autres colonies françaises, l'Algérie a toujours subi l'effet des dissentiments politiques et des malheurs de la métropole. Elle devait, en 1870 et 1871, après la chute de l'Empire, subir le contrecoup des impatiences de l'opposition républicaine et de l'ignorance des hommes que les circonstances appelèrent, sans préparation, à la direction souveraine de ses affaires.

L'insurrection de 1871 n'a été au départ ni la révolte de l'opprimé contre l'opresseur ni la revendication d'une nationalité. Avec quelques nobles, un sceptique ambitieux, le bachagha El-hadj-Mohammed-ben-el-hadj-Ahmed-el-Moqrani entraîna les populations soumises à l'influence séculaire de sa famille. Sous l'impulsion de la puissante confrérie Rahmánya, dont il obtint le concours en flattant les visées ambitieuses d'Aziz-ben-chikh-el-Haddad, le fils du grand maître de l'ordre, se déclencha ensuite une véritable insurrection populaire.

Les nobles de la Medjana et de Seddouq s'insurgèrent pour la conservation de privilèges qui pesaient lourdement sur les humbles. Ces seigneurs héréditaires n'avaient jamais été vaincus. Leurs territoires n'avaient jamais été conquis. Pratiquement indépendants sous les Turcs, ils étaient venus, de leur plein gré, vers les représentants de la France, livrer, le plus souvent sans coup férir, de vastes territoires et de nombreux contribuables. Aux premiers temps de l'occupation, les généraux et les gouverneurs, à qui la métropole refusait les moyens d'action, traitaient de puissance à puissance avec les chefs qui acceptaient la suzeraineté de la France laquelle ne leur demandait que de se faire tuer à son service et de payer l'impôt, leur garantissant en retour les privilèges dont ils jouissaient en fait comme en droit. Détenteurs de vastes terres mal cultivées dont on rêvait de faire bénéficier la colonisation européenne et les prolétaires indigènes, il y avait entre eux et la France de véritables contrats synallagmatiques qui forçaient l'administration coloniale à respecter des situations acquises et à tolérer des abus. La France tint parole tant qu'elle eut besoin de ces alliés pour conquérir ou gouverner. Mais, le jour où l'administration coloniale s'est crue assez forte pour se passer d'eux, elle n'a plus vu, dans ces alliés de la première heure, que des individualités gênant l'œuvre de civilisation de la France. Ces gens de vieille souche, ayant conservé les mœurs et les préjugés du XIIIe et du XIVE siècle, ne comprirent qu'une chose, c'est qu'on voulait leur imposer les mêmes obligations auxquelles étaient astreints les agents et collectivités que la France avait vaincus par les armes.

L'insurrection de 1871 se divise en quatre périodes.

Du 14 juillet 1870 au 8 avril 1871, éclatent des révoltes locales conduites par le bachagha et ses frères sur l'ancien fief familial. Les Moqrani qui ne sont pas du soff de la Medjana combattent dans les rangs français avec l'espoir avoué de remplacer le bachagha.

Du 8 avril au 5 mai 1871, l'insurrection, devenue générale, s'étend de la mer au Sahara sous la direction des khouans Rahmánya qui ont proclamé la guerre sainte. Elle couvre l'Algérie de ruines et de sang. La « KHOUANNERIE » (par analogie avec la chouannerie vendéenne) bat son plein. Les Français manquent de troupes et assistent impuissants à ces dévastations.

Du 5 mai, jour où Moqrani est tué, jusqu'au 13 juillet 1871, jour où Chikh-el-Haddad se constitue prisonnier, les colonnes françaises, enfin organisées, écrasent les rebelles.

Du 13 juillet au 20 janvier 1872, les exigences françaises empêchent la soumission de quelques chefs parmi les plus compromis. Les dernières luttes se poursuivent jusqu'à l'arrestation de Boumezrag.

A ce moment, l'insurrection est bien finie, l'ordre est rétabli; mais commencent les poursuites judiciaires et la terrible répression des rebelles qui laissera des traces indélébiles dans toute l'Algérie et particulièrement en Kabylie.

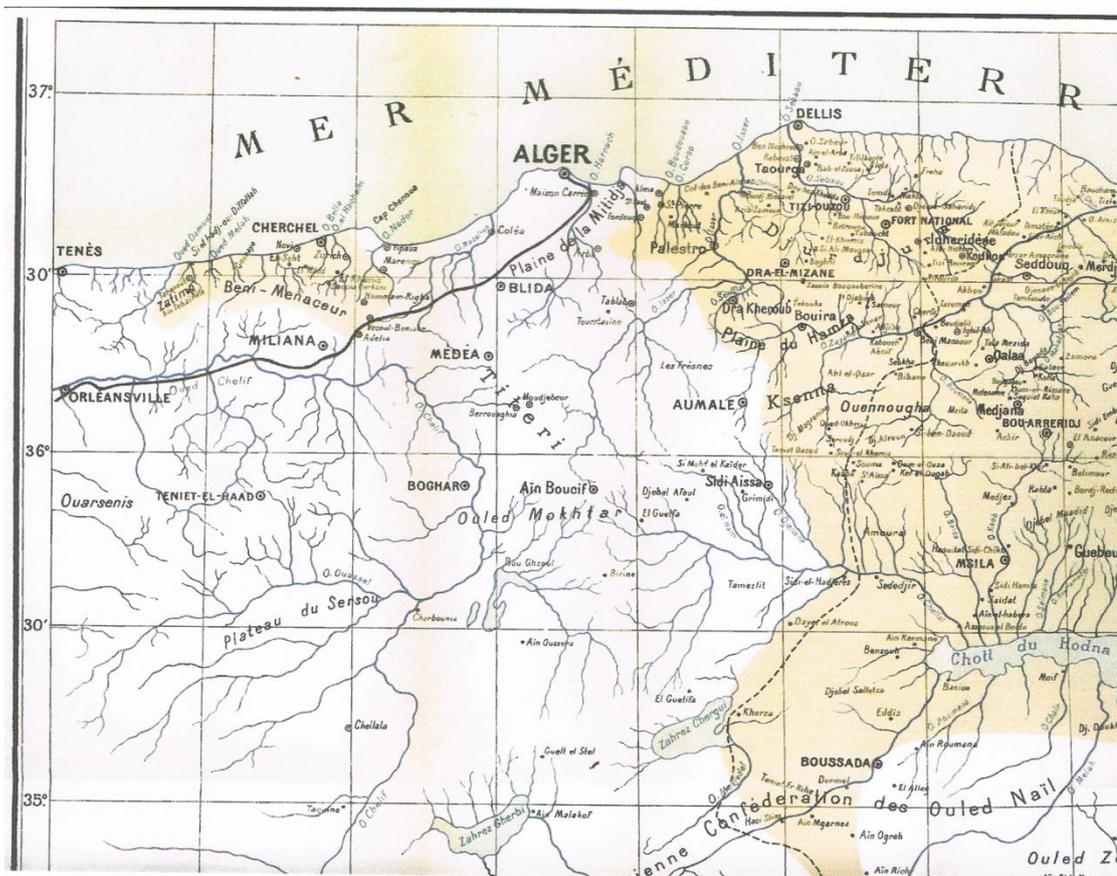


Figure 1 carte de l'insurrection au Nord

2. LES REVOLTES LOCALES

Tout commence en janvier 1871. A la frontière tunisienne, cent deux cavaliers désertent après avoir tué un brigadier. Cette désertion provoque l'entrée en dissidence des tribus frontalières. Le 26 janvier, jour de la capitulation de Paris, Souk Ahras est attaquée. Les fermes alentour sont pillées et neuf colons tués. Il faudra une opération de dégagement menée de Bône pour que la région retrouve un calme relatif.

À partir de février, une série de meurtres endeuille la communauté européenne : un briquetier assassiné à Tizi-Ouzou le 5, quatre cantonniers assassinés dans les Bibans le 22. Le 13, El Milia est attaquée par une tribu proche des Ouled Aïdoun. Une colonne de 600 hommes, débarqués le matin même, parvient à débloquer la ville. Le 1er mars, le caravansérail d'El Esnam est incendié par les Beni Yala. Fin mars deux charbonniers français sont retrouvés morts affreusement mutilés en forêt de Tangout. La femme de l'un d'eux et son fils sont tués dans les mêmes conditions.

Au même moment la situation se détériore dans le sud. Dès le 9 mars, Tebessa était sous la menace d'un coup de force, sa banlieue dévastée. L'aventurier Bouchoucha s'emparait d'Ouargla après avoir fait décapiter cinq Mozabites.

Incapable de maintenir l'ordre, car l'Algérie était dépourvue de troupes, l'administration ne put réprimer l'agitation sans cesse grandissante, qui se transforma, dans la province de Constantine en révolte ouverte. Celle-ci eut pour chef le bachagha de la Medjana (départ. de Constantine), **Moqrani**, chef d'une des plus illustres familles indigènes et jusqu'alors serviteur fidèle de la France. Moqrani sentant sa situation menacée par l'avènement de la République et la chute du régime militaire en Algérie, souleva les tribus au moment où la guerre civile de la Commune venait d'éclater à Paris. Les Kabyles crurent le moment venu de reconquérir leur indépendance. Les révoltés se jetèrent sur les établissements français saccageant les récoltes, attaquant les Européens. Les colons, réfugiés dans les villes et les villages, se trouvèrent bientôt dans une position critique. A Bordj-Bou-Arréridj, à Fort-Napoléon, à Tizi-Ouzou., à Dra-el-Mizan, à Bougie, à Dellys, ils résistèrent derrière de mauvaises murailles, à la violence des assauts. Le village de Palestro fut emporté, et ses habitants, tués.



Figure 2 Le bachaga Mohamed El Moqrani

Le 15 mars, le Bachagha avait déclaré par écrit qu'il refusait d'être l'agent du gouvernement civil et prévenait qu'il s'apprêtait à combattre les Français. Il s'agissait pour lui d'entraîner rapidement dans la guerre 25 000 combattants face à des troupes françaises disséminées et peu nombreuses. Il décide, tandis que son frère cadet Boumezrag se porterait sur Aumale, d'attaquer Bordj-Bou-Arréridj où, en 1559 déjà, ses prédécesseurs avaient massacré une garnison turque. Le 16 au matin, les collines environnant la ville se couvrent de 15 000 insurgés en armes. Le Bachagha en grand burnous blanc est entouré de tous les membres de sa famille en vêtements chamarrés. L'attaque vigoureusement menée à partir de midi force le commandant Dupeyron à regrouper garnison et habitants dans la Redoute. La ville est laissée aux pillages et aux incendies.

Après une brève tentative de négociations offertes par le Bachagha, les insurgés lancent contre la Redoute une attaque qui reste infructueuse. Le 26 mars, constituée d'éléments disparates réunis non sans mal, une colonne de secours sauve les assiégés qui n'avaient pratiquement plus ni eau ni vivres. La garnison avait eu 8 tués et 28 blessés. Le 2 avril, le 78^e régiment de marche arriva à Bordj, réoccupa la Redoute puis s'empara, dans la Medjana, du bordj de Mokrani que celui-ci, prudent, avait évacué. Cependant la région restait sous son contrôle.

Le 16 mars, également, l'attaque de Boumezrag se porte sur les points d'appui extérieurs d'Aumale. Après avoir invité sans succès les musulmans de la garnison à les rallier, 2 000 rebelles attaquent le caravansérail d'Oued Okhris sans succès puis se retirent en fin de journée après avoir perdu une trentaine d'hommes. Craignant que les tribus environnantes ne fassent défection et contrarié de voir les populations rurales affluer vers la ville, le colonel Trumelet forme une colonne d'intervention vers Oued Okhris dont les 500 hommes engagent 4 000 insurgés pendant plus de trois heures. Des deux côtés la lutte se fit acharnée, implacable. Le bilan fut lourd : 200 insurgés tués, un officier et 26 soldats français tués. Il fallut par ailleurs 750 hommes pour dégager le caravansérail d'El Esnam. Le 7 avril, des bandes de Kabyles attaquent le fort de Beni Mansour où les colons ont à peine le temps de se réfugier. Boumezrag campant à proximité, toutes les tribus de l'annexe se mettent en insurrection.

3. LA KHOUANNERIE

(8 avril-5 mai 1871.)

Comme ils piétinaient dans la Medjana et à Aumale, les Moqrani cherchèrent à convaincre les caïds et Aghas encore fidèles à la France de se joindre à leur sédition. Sans grand succès. L'aide décisive leur fut apportée par Aziz, fils de Chik-EI-Haddad, le grand maître de la confrérie des Rhamanya. Dans les quinze dernières années, cet ordre religieux centenaire avait fait des progrès considérables. Tout le monde, même les femmes, voulait en être. C'était pour les adeptes, les « khouans », le paradis assuré. Face à cette recrudescence religieuse, les autorités françaises se montraient désarmées. Un accord secret entre le Bachagha et Aziz promit à Chik-EI-Haddad la suprématie religieuse sur toute la Kabylie. Enfin convaincu, le 8 avril au matin, sur le marché de Meisna, le grand maître proclama la guerre sainte ce qui eut pour effet immédiat de réconcilier le Bachagha avec son cousin Abdessalam Moqrani qui était jusque là son ennemi irréductible. Des feux allumés sur les sommets des montagnes suffirent pour annoncer à tous, d'Alger à Philippeville, que le « Djehad » était proclamé.

Les Kabyles répondirent en masse à cet appel. En huit jours 150.000 hommes prirent les armes et se jetèrent sur les établissements français. Les fermes isolées, les villages sans défense, comme Bordj Menaiel et Palestro, furent saccagés, Dellys, Dra-el-Mizan, Fort Napoléon (16 avril) furent bloquées. Des bandes d'insurgés pénétrèrent dans la Mitidja et s'avancèrent jusqu'à l'Alma. Moqrani tenait la campagne dans la région d'Aumale; les rebelles étaient maîtres de toute la Kabylie; les tribus du Hodna, puis les Beni Menacer, entre Cherchell et Miliana, se soulevaient à leur tour. Cependant, la nomination comme gouverneur général d'un homme énergique, l'amiral de Gueydon, mit fin au désordre administratif, tandis que l'arrivée de troupes expédiées de France permettait de pousser activement les opérations militaires.

En moins de 15 jours, la Kabylie est à feu et à sang. 250 tribus se joindront à l'insurrection. Dix villes dont Bougie, Fort-National, Tizi-Ouzou, et des centaines d'exploitations agricoles européennes sont prises dans un piège dont elles ne sortiront qu'au début de 1872. C'était désormais à une masse de 200 000 combattants sur un

territoire s'étendant d'Alger à la frontière tunisienne et au Sahara que l'amiral de Gueydon, allait devoir faire face. Il ne disposait que de 45 000 hommes sur les trois provinces d'Algérie. Compte tenu de la situation en France, il ne commença à recevoir des renforts qu'en avril. Les colons européens constituèrent des milices, en principe placées sous l'autorité militaire, mais qui, en pratique, jugeaient, fusillaient, organisaient en somme leur propre répression. Grâce au calme de l'Oranie, des troupes de l'Ouest furent dirigées, en partie par chemin de fer, sur Alger et Constantine. Il fut décidé de constituer des colonnes d'intervention de 4 à 5000 hommes qui se porteraient au secours des garnisons bloquées et ramèneraient le calme dans les tribus insurgées.

La proclamation du Djihad causa une intense émotion dans la Mitidja. De l'Alma aux Issers, tous les centres de colonisation sont en effervescence. Des bandes armées parcourent la plaine faisant fuir les habitants des maisons isolées, mettant le feu aux meules, coupant les routes. La milice de l'Alma, sous la conduite de son maire, empêcha la panique de s'emparer de tout l'Est de la Mitidja. Les villages de Rouiba, Reghaïa, Saint-Pierre et Saint Paul étaient abandonnés par leurs habitants. Des fermes brûlaient dans la nuit. Sept européens dont une femme furent tués. 30 européens vivront 21 jours dans le bordj d'Azib Zamoun sous la protection de l'Amin local.

Une « *colonne d'expédition d'avant-garde* », reçut alors pour mission de rétablir l'ordre dans les Issers puis de pousser jusqu'à Palestro dont on était sans nouvelles à Alger. Le 22 avril, la colonne dispersait un fort contingent insurgé qui se préparait à attaquer l'Alma. Son chef, le colonel Fourchauld, partisan d'une politique dure à l'égard des indigènes, procéda à une « justice » expéditive. Les exécutions des prisonniers et des indigènes arrêtés par la milice eurent lieu, dans le lit de la rivière, de nuit. Un condamné, fils de marabout, réussit à s'échapper. Le Gouverneur Général dût prescrire que les exécutions restent réservées, après passage en cour martiale, « *aux insurgés pris les armes à la main et aux traîtres patentés* ». Par ailleurs, les ordres de désarmement général ne souffraient pas d'exception laissant, après le passage des colonnes françaises, les tribus encore paisibles ou ralliées sous la menace des insurgés. Cependant les trahisons restèrent exceptionnelles.

En arrivant à Palestro, la colonne Fourchauld découvrit les maisons incendiées et les corps de 46 colons assassinés. Femmes, enfants et vieillards avaient disparu mais, on le saura plus tard, avaient été convoyés en sûreté sous la protection (anaya) de l'amin Si Saïd qui fut néanmoins condamné à mort en 1873 par la cour d'assise d'Alger pour être gracié puis amnistié en 1882. Pendant ce temps, un scénario analogue se répétait, dans toute la haute Kabylie, autour des villes tenues par les Français. Les tribus se rassemblaient, brandissant la bannière de la kouba locale, bloquant toute sortie des troupes françaises. Le 21 avril, le caïd Ali-ben-Telaach rallie les insurgés devant Dra-El-Mizan avec son goum de la tribu des Nezlouas. Le blocus de la ville durera jusqu'au 5 juin.

Le 17 avril Fort-National est investie par de nombreux contingents et les portes sont criblées de projectiles. L'Ecole des Arts et Métiers, fierté de la ville, qui instruisait quatre-vingt jeunes kabyles dut être évacuée le 18. Pillée et incendiée, elle ne fut jamais reconstruite. Le cercle de Fort-National comptait 153 toufik, 114 fournirent des « Messebelèn » soit 2 280 volontaires, ayant fait par serment le sacrifice de leur vie. Dans les jours qui suivirent, les insurgés multiplièrent les attaques avec un mordant incroyable et tentèrent, sans succès, de s'infiltrer par des galeries. Le 1er mai, deux émissaires kabyles furent capturés, jugés et fusillés par les insurgés. Dans la nuit du 21 au 22 mai, 1500 Messebelèn se jettent follement à l'assaut du fort et sont repoussées avec de lourdes pertes. On compta dans les fossés 300 de ces malheureux. Le blocus se prolongera jusqu'au 16 juin avec l'arrivée de deux colonnes opérant à partir de Tizi-Ouzou auxquelles une sortie courageuse de la garnison donne la main. Cette journée avait coûté, tant dans les deux colonnes que dans la garnison, 15 tués et 44 blessés.

Le 16 avril, les 254 habitants européens de Tizi-Ouzou sont regroupés dans le bordj. Le lendemain 1500 kabyles défilent devant le fort sous le commandement du caïd Ali désormais ennemi déclaré des Français. Dans les jours suivants, l'alimentation en eau du fort est coupée et l'eau est alors strictement rationnée. Le village français est pillé et incendié. Le 19, en réponse à une offre de reddition, la garnison effectue une vigoureuse sortie. On améliore les retranchements de part et d'autre. On estime alors à 6000 fusils les effectifs kabyles qui harcèlent le fort de façon quasi continue. Le 29 avril, un parlementaire offre aux Français une capitulation avec les honneurs de la guerre. Il est renvoyé après que le commandant ait renversé d'un coup de pied une jarre d'eau pour lui faire croire que l'eau ne manque pas au fort. Les harcèlements reprennent. Le 6 mai un violent orage permet à la garnison de reconstituer quelque peu sa réserve d'eau. Le 11 mai, la garnison effectue une sortie vers le village, dégage les abords du fort et tend la main à la colonne de secours qui arrive enfin. Le blocus a duré 25 jours, la garnison a perdu 16 tués et compte 25 blessés... beaucoup moins que les assiégeants.

Pendant que l'intérieur vivait un blocus rigoureux, les villes côtières de Dellys, Bougie, Djidjelli et Collo restaient en liaison avec Alger grâce aux bâtiments de la Marine et des messageries. Dellys dispose de 500 hommes. Les insurgés se ruent sur les fermes et les villages alentour. Le 18, à Rebeval, neuf colons qui défendaient leurs fermes sont assassinés. Des convois qui fuient vers la ville sont attaqués par des pillards. Renforcée par 310 mobiles de l'Hérault arrivés le 22 avril par mer, la garnison effectue sans grand succès, jusqu'à son déblocage le 18 mai, des sorties soutenues par l'artillerie des navires.

Le 21 avril, une dizaine de milliers de Kabyles conduits par les deux fils de Chik-El-Haddad, Aziz et Mahmed, après avoir tout razié depuis El-Kseur jusqu'à la mer, sont arrêtés à 13 kilomètres de Bougie dont la défense s'organise, la place restant étroitement bloquée côté terre.

Le 18 avril, l'évacuation d'Aïn Taghrouit avait jeté l'affolement à Sétif. Toutes les fermes à l'Ouest de la ville, vidées de leurs occupants, furent pillées et incendiées. La colonne du général Saussier opérait dans le triangle Bordj-Sétif-Takitoun s'y heurtant aux contingents d'Aziz et à différentes tribus en révolte ouverte auxquelles elle donna l'assaut.

Depuis fin février dans les Aurès, l'insécurité était latente. Près de Batna, la veuve Sallerin et ses trois enfants sont massacrés dans leur scierie ainsi que 12 ouvriers européens. 12 des 23 ouvriers de l'aciérie Prud'homme qui fuyaient vers Batna sont également tués. Des drames semblables se déroulent dans plusieurs villages de la route de Constantine. Le 26 avril, un violent combat oppose, à la porte de Constantine, la milice de la ville et l'armée à un fort parti d'insurgés qui laisse 150 tués sur le terrain. Le 4 mai, des indigènes de tribus voisines accusés de pillage sont sommairement jugés par les miliciens. 32 d'entre eux sont passés par les armes. Le capitaine Chapsal du bureau arabe dût rester plusieurs jours au milieu des tribus pour calmer les esprits. L'affaire monta jusqu'au Président de la République qui renonça à poursuivre. Le 7 mai, la colonne Marié subit un sanglant engagement à Kasrou. Le 20, les zouaves donnent l'assaut de la Mestoua, véritable forteresse naturelle. Les assiégés précipitent sur eux d'énormes rochers. Ce fut une hécatombe. Trois officiers et 13 zouaves étaient morts broyés, 118 autres gravement blessés. Il fallut attendre le 14 septembre 1871 pour que les tribus insurgées se rendent.

À la mi-avril, le bachaga Moqrani, sentant peut-être lui échapper le contrôle de l'insurrection au profit de la révolte populaire des Khouans, fit des offres de négociations qui furent rejetées par le gouvernement français. La République naissante traitait ce vieux serviteur, cet insurgé politique, comme un criminel.

Le 15 avril, forte de plus de 3000 hommes, la colonne Cerez, nouvellement constituée à Alger, arrive à Aumale. Le 18, au col des Ouled Daoud, dans un engagement sanglant, les insurgés laissent 400 morts sur le terrain. Les jours suivants, la colonne détruit la ferme de Boumezrag, le frère du Bachagha, et multiplie les expéditions punitives incendiant une soixantaine de douars de la tribu des Nezlioua. Le 5 mai, le Bachagha Moqrani se fait tuer dans les durs combats de l'oued Soufflat.

4. LES ÉCHECS DE LA COALITION

(5 mai-13 juillet 1871.)

Contrairement à l'attente des Français, la mort héroïque du Bachagha n'eut d'autre effet que de raidir les insurgés dans leur combat. A l'opposé, se joignant sur ce point à la communauté européenne, de nombreuses personnalités indigènes de la région de Constantine demandent au Gouverneur, par une adresse collective, une répression accrue. Le terme « arabes » plusieurs fois répété les démarque de la révolte « kabyle » des Khouans. Cela étant, les colonnes de répression (ou de pacification) continuent leurs opérations : Lallemand en haute Kabylie, Cerez dans le Hamza, Saussier à Sétif, Goursaud et Trumelet dans le Sud.

Le 13 mai, les 43 survivants de Palestro dont 13 enfants sont enfin récupérés. La colonne débloque Béni Mançour le 25 mai. Les colons et leurs familles sont évacués sur Aumale. Pour autant, rien de décisif jusque là n'avait été remporté sur les insurgés. Ceux-ci lâchaient pied dans les affrontements mais se reformaient ensuite plus offensifs et plus nombreux que jamais. Le 28, à la tête de 4000 hommes, Boumezrag attaque la colonne Cerez mais subit de lourdes pertes et doit se replier dans la Medjana. La colonne Cerez force le col de Sidi Ramoune le 5 juin après une nouvelle bataille rangée puis délivre Dra El Mizan bloqué depuis 45 jours.

Forte de 5000 hommes, la colonne Lallemand entre en Kabylie le 10 mai et, comme on l'a vu, débloque Tizi Ouzou puis rétablit ses communications avec Dellys. À ce moment le Gouverneur Général réitère ses instructions invitant notamment les forces françaises à s'abstenir d'actes de vandalisme. Les opérations se poursuivent autour de Dellys, la colonne multipliant les contacts avec un adversaire insaisissable. Une brigade donne l'assaut de Djema Saharidj mais doit faire retraite. Un assaut sur les hauteurs du Sebaou échoue également. Ces deux échecs affectent fortement le moral des alliés des Français.

A partir du 6 juin, après de très durs combats, l'action combinée des colonnes Cerez et Lallemand opérant sur les crêtes dégage Fort-National. Les Français perdent 15 tués et 96 blessés. Le siège de Fort-National avait duré 63 jours et coûté à la garnison 25 tués et 45 blessés.

Du 4 au 14 juillet 1871, la colonne Saussier va se voir confrontée aux contingents d'Aziz sur les premières pentes du massif des Babors et subir des pertes sérieuses. La colonne se replie ensuite sur Sétif en menant un long combat d'arrière-garde. Repartie le 20, elle subit le 25 un assaut furieux des Kabyles qui laissent plus de 200 morts dans les ravins. Ce fut un spectacle de désolation même pour les soldats français. Le 27, on apprend qu'une tribu ralliée a été sabrée par erreur par les chasseurs qui ont fait 63 morts. Ce massacre jette dans l'insurrection toutes les tribus du voisinage sous les ordres d'un caïd jusque là fidèle. Pour le général Saussier, tout est à recommencer. Repartie en direction des Babors, la colonne est attaquée le 7 juin par des milliers de kabyles et perd encore deux officiers.

L'attaque de Djidjelli dura du 7 au 11 juin. Quoique vigoureuse, elle se brisa sur les remparts et les canons de deux bateaux sur rade. Les insurgés s'attaquèrent ensuite en vain à El Milia puis à Mila, continuant à faire régner l'insécurité autour de Djidjelli et dans la presqu'île de Collo.

À partir de cette période, la rébellion s'essouffle. Le nombre des combattants n'est pas un avantage, les armes modernes, le fusil chassepot, les canons rayés font des ravages. Le gouverneur prescrit : « *Agir comme à Paris* [pour les communards], *on juge et on désarme : les Kabyles ne sauraient prétendre à plus de ménagement que les Français.* » Invité à se rendre « *aux civils* », le Kabyle se cabre : « *Nous, les soldats de Dieu à la merci d'un jury d'assises composé de colons, voire de juifs ?* ». C'est à ce moment, le 24 juin, que se situe la bataille de la dernière chance pour l'insurrection. 7000 kabyles sont retranchés à Icheriden. Les tribus ont décidé le « *Timekecherit* » : la première qui lâcherait pied serait déshonorée. Après une solide préparation d'artillerie, l'assaut français emporte la position. Les fils de Chik-El-Haddad se rendent entraînant les soumissions dans la région de Bougie. Dès lors, les combats cessent dans le Djurdjura. Les insurgés libèrent les 45 colons de Bordj Menaïel détenus depuis le 18 avril. Le 13 juillet Chik-El-Haddad se rend en grande pompe. Il est enfermé au fort Barral à Bougie.

5. LES DERNIÈRES LUTTES

(13 juillet 1871-26 janvier 1872.)

Pour sa part, Boumezrag-El-Moqrani ne se décourage pas. Il se révélera pour les Français comme l'adversaire le plus opiniâtre et le plus rusé. En quelques jours, il réunit quelques 10 000 fusils sur les hauteurs d'Illmatène. Il affronte la colonne Saussier et subit un nouveau désastre. Une vingtaine de prisonniers sont massacrés par les tirailleurs.

C'est alors que la guerre sainte est proclamée au sud de Cherchell dans la tribu des Beni Menaceur depuis toujours jalouse de son indépendance. Les insurgés bloquent Cherchell tandis que d'autres groupes se dirigent vers Novi, Zurich et Marengo. Novi fut sauvée par l'artillerie de l'avis *Kléber* qui débarqua ensuite 198 hommes pour dégager Zurich. Également attaqué, le village de Marengo fut dégagé par un bataillon de zouaves venu à marche forcée de Koléa. Il fallut deux colonnes d'intervention pour refouler les insurgés et les contraindre le 20 août à la capitulation. Le massif des Beni Menaceur retrouva un semblant de paix.

Après avoir opéré dans le Djurdjura, le 23 juillet la colonne Lallemand arriva en vue de la Qalaa des Béni Abbes, repère mystique des Amokranes. Jamais l'armée française n'y était entrée. L'état-major visita la tombe du Bachagha. Le général Lallemand reçut alors l'ordre de rentrer sur Bougie où sa colonne est dissoute le 31 juillet. Depuis son départ d'Alger, ses hommes avaient parcouru 600 kilomètres en zone montagneuse, livré 18 combats, perdu 58 tués et 312 blessés.

La pacification de la Kabylie orientale, encore embrasée, fut confiée au général Delacroix. Pendant les mois d'août et septembre 1871, ses troupes opérèrent dans le triangle Mila-Collo-Djiddjelli, traquant sans répit les insurgés et les rencontrant dans divers engagements brefs mais sanglants. Par une utilisation avisée des goums des tribus ralliées et une politique de terreur des populations insurgées, Delacroix obtint la reddition le 21 août de deux chefs insurgés. Les tribus rebelles se soumirent les unes après les autres. Incendies et razzias des villages insurgés furent menés tant par les troupes françaises que par les auxiliaires. Le général Delacroix se tailla la réputation d'un officier implacable.

Le théâtre des opérations se déplace alors vers le Sud. Les protagonistes du dernière acte de la révolte sont, côté français, les généraux Cerez, Saussier et Delacroix, les colonels Trumelet et Thibaudin, côté insurgés Boumezrag, son beau-frère Ben Boudaoud, Ahmed Bey et l'aventurier Bouchacha, maître du grand sud de Touggourt à In Salah. Le 10 août 1871, un convoi de ravitaillement de 1200 chameaux et de 500 mulets entra à Bou Saada que Boudaoud assiégeait après avoir tenté de l'enlever. En même temps, la colonne Cerez occupait M'Sila tandis que la colonne Saussier poursuivait ses opérations contre l'insaisissable Boumezrag qui disposait encore 6000 fantassins et 3000 cavaliers dont les fameux Hachem. Les deux rencontres décisives eurent

lieu les 19 et 23 août entre la colonne et les contingents réunis des Moqrani et d'Ahmed Bey qui sont écrasés. Les deux chefs renouvellent leur offre de soumission qui n'est pas acceptée, le Gouverneur exigeant une soumission « *sans conditions* ». Avec courage, Boumezrag reforme ses contingents et exhorte les tribus qu'il parcourt. Le 10 octobre 1871 se produit la dernière confrontation sérieuse entre les troupes françaises et les Ouled Moqrane. La colonne Saussier découvre avec stupeur autour de la Qalaa des Béni Hammad les milliers de chameaux, bêtes de somme, tentes, bagages, palanquins de la smala des Amokranes venue se réfugier autour des ruines de ce qui fut la première capitale du royaume berbère des Hammadites. L'élite des combattants de la Foi est là : cavaliers Hachem, fidèles jusqu'au bout, dernières tribus insurgées entourant leur caïd. L'artillerie canonne sans relâche ces masses prises au piège, serviteurs, femmes, enfants, troupeaux et montures dans un affolement indescriptible. La colonne Saussier rentre à M'Sila avec un énorme butin tandis que Boumezrag parvient à fuir, avec 200 Hachem rescapés, jusqu'à Ouargla où l'accueille l'aventurier Chérif Bouchoucha lequel dès le 15 mai avait massacré les 65 hommes de la petite garnison de Touggourt puis, dans les mois qui suivirent, avait assuré son autorité sur le grand Sud.

De son côté, le 21 octobre, Ahmed Bey, jugeant toute résistance impossible, abandonné de ses vassaux se constituait prisonnier avec 17 comparses. Conduits à Sétif enchaînés, ces hommes entrèrent dans la ville sous les insultes d'une foule déchaînée.

Au Sud, précédé de sa réputation de fermeté, le général Delacroix réoccupe Touggourt le 27 décembre, Ouargla le 2 janvier. 400 goumiers et 600 soldats se lancent vers le Sud à la poursuite de Bouchacha et de Boumezrag. Quoique grièvement blessé par un assassin, le premier réussira à fuir. Quant au second, séparé de sa troupe, il sera fait prisonnier le 19 janvier 1872. La colonne Saussier est alors dissoute. En 233 jours, elle avait parcouru 1450 kilomètres, livré plus de 50 combats, confisqué 6000 fusils, fait 600 prisonniers, levé un million de contributions de guerre. Ses pertes s'élevaient à 32 tués, 39 morts de maladie ou d'épuisement et 162 blessés.

L'insurrection était terminée. Certes Bouchoucha continua longtemps à écumer le désert. Fait prisonnier, il passa en conseil de guerre et mourut courageusement le 29 juin 1875 devant le peloton d'exécution.

Du 21 janvier 1871 au 17 janvier 1872, l'armée française avait livré 340 combats. Les effectifs engagés étaient passés de 43 000 à 86 000 hommes. Elle compta 2686 morts. Les auxiliaires indigènes comptèrent plus d'un millier de victimes.

Le chiffre officiel de 175 000 fusils saisis par l'armée française paraît confirmer les 200 000 combattants généralement attribués à l'insurrection. Les pertes de celle-ci sont très certainement supérieures à 30 000 tués.

6. LES SANCTIONS

La Grande Kabylie perdit l'autonomie qu'elle avait conservée après la conquête; les assemblées municipales ou "Djemaa" furent dépouillées de leurs attributions politiques. Les villages qui avaient pris une part active à l'insurrection durent payer une contribution de guerre de 32 millions de francs¹. Les individus furent moins sévèrement traités que les collectivités. Quelques centaines seulement, choisis parmi les plus compromis, furent traduits en cours d'assises sous l'inculpation de crimes de droit commun. Cheikh Haddad fut condamné à 5 ans de prison, Bou Mezrag à la peine de mort, commuée en en celle de la déportation.

¹ Environ 81 millions d'euros.

Le statut mal défini des indigènes algériens fit que les sanctions appliquées aux insurgés furent doubles :

- en tant que belligérants, ils se virent infliger des amendes, les terres des plus coupables furent frappées de séquestre,
- comme sujets français, ils furent traduits individuellement devant les tribunaux.

La première sanction fut le paiement d'une indemnité de guerre, fixée par fusil, qui rapporta au total plus de 36 millions de francs dont le recouvrement s'étendit jusqu'en 1890.

Les tribus insurgées durent ensuite indemniser les familles de leurs victimes. Ce principe de responsabilité collective est inscrit dans le droit musulman et dans les *kanoun berbères* où la personnalité morale de la tribu prime toute personnalité individuelle. Le séquestre des terres s'étendit sur 446 000 hectares qui furent mis à la disposition des colons notamment des Alsaciens-Lorrains réfractaires des territoires cédés à l'Allemagne.

Les sanctions judiciaires frappèrent quelque 400 personnes, 213 devant la cour d'assises de Constantine, le reste devant la cour d'assises d'Alger ou les tribunaux militaires. Pour éviter de faire apparaître l'incohérence et les bourdes du pouvoir civil après la chute de l'Empire, on en vint bien souvent, sans trop de résultat, à charger les « bureaux arabes », accusés d'avoir favorisé l'insurrection, plus que les insurgés eux-mêmes. On oublia souvent les services rendus par les chefs indigènes « fidèles », notamment ceux qui réussirent à soustraire des dizaines d'Européens à des massacres. Des ténors du barreau parisien, tels Jule Favre, se déplacèrent en Algérie. Les acquittements furent nombreux. Les condamnations à mort furent exceptionnelles et furent le plus souvent suivies de commutations de peine. 23 des auteurs du massacre de Palestro passèrent en justice, il y eut huit condamnations à mort dont trois furent exécutées. Pour l'affaire de Bou Saada, le tribunal militaire de Blida prononça 23 condamnations à mort dont 5 furent exécutées. Pour le sac de Rebeval d'avril 1871, 3 condamnations à mort sur 6 furent exécutées. Boumezrag, Ahmed Bey, Aziz et le caïd Ali furent déportés en Nouvelle Calédonie avec une centaine d'autres insurgés. Ils furent graciés en 1882, mais beaucoup restèrent dans l'île où ils constituent encore aujourd'hui une petite communauté vivace. Chikh-el-Haddad mourut en prison en 1873. En avril 1872, une commission d'officiers des affaires indigènes s'occupa de rapatrier sur l'Algérie les nombreux otages détenus en France. Le reste des Ouled Moqrane trouva refuge en Tunisie.

L'insurrection de 1871 fut, d'un côté comme de l'autre, une immense tragédie où s'investirent des trésors d'héroïsme même s'il faut admettre que les goums et les spahis qui marchaient avec les Français n'ont pas toujours montré beaucoup d'ardeur au combat. Face à l'irréductibilité des tribus berbères, traditionnellement rebelles à toute forme d'autorité imposée, la politique coloniale ne cessait de se chercher au gré des changements politiques que connaissait la Métropole. Sur place, les autorités civiles qu'animait une idéologie républicaine « laïque » incomprise des élites musulmanes s'accordaient mal avec les « bureaux arabes » qui tentaient en vain de calmer le jeu. Aux assassinats des insurgés répond la répression souvent excessive de l'armée et les bavures incontrôlées des milices européennes et de la troupe. Parler de nationalisme serait anachronique à une époque où le colonialisme, notamment français, est en pleine expansion. Le mouvement est populaire, religieux dans ses motivations, mais essentiellement kabyle et n'entraîne en aucune façon la partie arabophone majoritaire de la population indigène. D'ailleurs les « arabes » ne s'y reconnaissent pas plus aujourd'hui qu'à l'époque.

ANNEXE

Mahfoud Kadache

L'Algérie des Algériens (Paris Méditerranée EDIF 2000 // Imprimerie France Quercy Cahors mars 2003)

CHAPITRE X

La grande insurrection de 1871

L'insurrection de 1871 fut la dernière résistance armée face à l'occupation française. L'attachement à la terre algérienne, la défense de l'islam menacé, la révolte des grands chefs traditionnels humiliés, telles furent les principales causes de soulèvements multiples qui finirent par gagner une grande partie de l'Algérie. Les insurgés subirent une répression terrible.

LES CAUSES DE L'INSURRECTION

Les principales causes de l'insurrection furent fondamentalement d'ordre religieux, en second lieu d'ordre politique. Les musulmans attendaient toujours une occasion favorable pour rejeter la domination des infidèles. N'exprimait-il pas un sentiment général, celui qui, en 1865, déclarait: «je me suis enrichi avec les Français, leur justice vaut mieux que la nôtre, je n'ai qu'à m'en louer, et cependant, si l'insurrection arrivait jusqu'aux plages d'Alger, et qu'il ne fallait qu'un coup d'épaule pour les jeter à la mer, je le donnerais. »

Une période de ferveur religieuse précéda l'insurrection. En Kabylie, des groupes de pèlerins se rendirent chez le cheikh El Haddad à Seddouk. « Conduits par leurs moqadem, ils suivaient les chemins, pieds nus, psalmodiant leur dikr et proclamaient la grandeur d'Allah. » Les femmes qui visitaient le vieux cheikh, n'étaient pas les moins exaltées. Le sentiment religieux se confondit irrésistiblement avec le sentiment national.

Parallèlement, le prosélytisme chrétien inquiétait les musulmans. Mgr Lavignerie réclamait la liberté d'apostolat dans les tribus. Lors de la famine de 1866, des orphelins musulmans furent convertis et installés dans des villages chrétiens.

Des chefs de tribus affirmèrent haut et fort leur volonté de défendre l'islam: «Nous ne renoncerons jamais à notre religion, et si le gouvernement veut nous y contraindre, nous lui demanderons le moyen de quitter le pays; et si nous n'en trouvons pas, nous préférons la mort plutôt que d'embrasser votre religion".

A un colonel qui demandait à une tribu de recevoir un missionnaire désireux de s'installer sur son territoire, fut opposée cette réponse catégorique: «Dieu nous garde d'y consentir à moins que l'autorité ne nous y force. Dans ce cas, nous lui obéirions, mais s'il venait habiter notre village, nous en sortirions et nous ne demeurerions jamais avec lui.»

De nombreux chefs algériens firent appel au sentiment religieux pour presser les tribus à rejoindre les rangs des insurgés:

«Si vous êtes pour nous, si vous êtes pour nos enfants et si vous voulez compter dans nos rangs, étendez vos mains, au nom du djihad sur ceux qui vous entourent dans ce bordj. Si vous désirez conserver la religion de l'islam, commencez par les tuer, ainsi que cela est obligatoire. Faites la guerre sainte, cela vous sera compté, purifiez ainsi votre corps.»

L'idéal religieux, les fidèles le trouvaient dans leur adhésion à la Rahmaniya, confrérie fondée au XVIII^e siècle par Sidi Abderrahmane bou Qobrin et regroupant des milliers de khouan organisés et disciplinés, qui n'attendaient que la première occasion pour s'engager dans le djihad. Aussi, à l'appel du cheikh al Haddad, c'est plus de 250 tribus qui rejoignirent l'insurrection. Si Aziz, le fils du cheikh le formula très clairement: «Ce sera pour le bien, s'il plaît à Dieu, que nous nous serons levés pour le djihad, pour soutenir la cause divine. Nous sommes décidés à combattre les ennemis de Dieu et de son envoyé.»

D'autre part, les fellahs craignaient pour leurs terres. Le régime civil signifiait pour eux le triomphe des colons, la remise en cause de l'ordre foncier sur les territoires tribaux et donc la menace d'une mainmise des colons sur les terres traditionnelles qui restaient. Cette crainte provoqua de nombreuses résistances locales, qui préparèrent et favorisèrent l'insurrection généralisée.

Les causes politiques tiennent au ressentiment des masses populaires, à l'humiliation des grands chefs traditionnels et aux circonstances de la guerre franco-allemande. Pour les masses populaires, la soumission n'était que de pure forme. Pour peu que le rapport des forces changeât, l'insurrection devait éclater. Dès 1864, un Français notait déjà: «Il y a encore des mots magiques qui font tressaillir le pays; chaque fois qu'on lui parlera de nationalité, d'islam, de terre sainte à purger des infidèles, on le trouvera prêt à marcher. » En janvier 1871, le cheikh des Henacha, Keblouti, se révolta. Souk Ahras fut attaqué les 14 et 15 février 1871; deux mille Algériens bloquèrent le bordj d'El Milia. En mars, les Nemencha, les Ouled Sidi Abid et les Chaâmba assiégèrent Té-bessa et s'emparèrent d'Ouargla. Des chertiya, sortes de conseils de dix à douze membres, se constituèrent dans le Sud-Constantinois pour surveiller les caïds, infliger des amendes et acheter des armes et des munitions.

La puissante tribu des Mokrani, installée dans la Medjana, n'avait cessé de voir décliner son importance. Le bachagha Mohammed al Mokrani avait subi toute une série d'atteintes et d'humiliations: installation d'un officier français au bordj de Tazmalt en 1855, perte des ressources fiscales traditionnelles en 1858, confiscation progressive de ses terres domaniales, remplacement de ses wakil par des caïds et des cheikhs agréés des autorités françaises, réduction du nombre de cavaliers attachés à ses caïds, suppression des touiza organisées à son profit... Il reçut un blâme public pour avoir exprimé des réserves sur l'internement de Bou'Akkaz, chef du Ferdjioua. En 1867, pour secourir les fellahs victimes de la grande famine, Mokrani emprunta 350000 francs avec la garantie de l'administration, qui cependant se déroba aussitôt: en 1870, le bachagha se vit obligé d'hypothéquer tous ses biens.

Excédé par toutes ces humiliations, Mokrani démissionna. Dès juillet 1870, le bruit circula de son arrestation. Un avertissement du général commandant son secteur le rendant responsable des désordres qui pouvaient intervenir, puis l'établissement du régime civil (celui des colons et des commerçants), le décidèrent à entrer en guerre contre les Français par cette chevaleresque déclaration (14 mars 1871): « Je m'apprête à vous combattre; que chacun prenne son fusil. Pour moi, je n'accepte ni la trahison, ni la destitution sans poudre. Il faudra me soumettre par la force, je préfère cela.»

Telles furent les véritables causes de l'insurrection de 1871. Deux autres furent lancées par la presse de l'époque et reprises par certains historiens: d'une part un mécontentement des Algériens après l'octroi de la citoyenneté française aux juifs par le décret Crémieux, d'autre part des ambitions personnelles du bachagha Mokrani. Or les musulmans ne furent nullement humiliés de la mesure prise en faveur des juifs, n'ayant pas le sentiment que la citoyenneté française pouvait augmenter leur dignité: ils le montrèrent en refusant de faire des demandes de naturalisation individuelles. Dans aucun appel à la révolte les chefs du djihad n'évoquèrent le décret Crémieux. Les notables musulmans de Constantine firent savoir au consistoire de la ville que le décret Crémieux n'avait pas excité la colère des Algériens. Tous les chefs de l'insurrection traduits devant la cour d'assises répondirent, sans exception, que la naturalisation des juifs n'avait été pour rien dans leur révolte. De nombreux insurgés arrêtés prirent d'ailleurs des avocats juifs.

Rinn a soutenu que le bachagha Mokrani avait à lui seul déchainé la révolte et que les chefs qui le suivirent ne combattaient que pour leurs privilèges. Il n'est pas contestable que le rôle des chefs fut important; mais l'initiative était venue des masses; le combat se poursuivit après la mort des principaux chefs, avant de se généraliser à tout le pays ou presque, bien au-delà du domaine propre des Mokrani.

Les causes profondes de l'insurrection tiennent au refus de l'occupation coloniale par les masses rurales et au sursaut des forces morales et religieuses.

LES COMBATS

On note au départ une série d'actions locales, des refus d'obéissance de militaires, la désertion de spahis autour desquels se regroupent des mécontents. Dans la région de Souk Ahras, un ancien caïd révoqué, Ahmed Salah ben Rezki, prêcha la révolte. Kablouti, des Hanencha, entraîna les insurgés. Les Ouled Aïdoum avec deux mille partisans, attaquèrent El Milia. Dans le Sud, Bouchoucha entra à Ouargla et en chassa l'agha nommé par les Français.

Après la déclaration de guerre de Mokrani, le 14 mars 1871, les caïds du cercle de Bordj-Bou-Arréridj, à l'exception de deux seulement, et toutes les tribus sans exception rejoignirent ses troupes. Les spahis, les goums des Ouled Tebine, des Ouled Braham et de Larbaa passèrent à l'insurrection. Ces partisans défilèrent sous les you-you des femmes et six mille d'entre eux attaquèrent Bordj-Bou-Arréridj, le 16 mars 1871, forçant les Français à évacuer.

Ahmed Boumezrag, de son côté, regroupa ses partisans dans l'Ouennougha, et obligea les Français à se retirer sur Aumale. De son quartier général, établi au djebel Magrenine à 20 km d'Aumale, il envoya des courriers vers les tribus kabyles pour demander l'envoi des partisans.

Mokrani voulut constituer une ligue de grandes familles, avec laquelle la France devrait traiter. Il s'adressa aux grands chefs mais échoua auprès des Bengana de Biskra, des Boudiaf des Sahari, et du bachagha Ben Yahia du Titteri. N'ayant pu former cette ligue des seigneurs, il dut se contenter de l'appui populaire et du concours du chef des Rahmaniya, cheikh Al Haddad.

Le 6 avril 1871, devant tous les moqadem de la Rahmaniya convoqués à Seddouk, le cheikh Al Haddad proclama le djihad, et s'appuya sur ses deux fils: Aziz, très antifrçais, homme plus politique que religieux, et Mahmoud, musulman ardent et mystique rêvant de trouver le martyr dans le djihad. Des partisans étaient venus de plus de deux cent cinquante tribus. C'étaient tous des combattants disciplinés, organisés par unités ayant chacune à sa tête un chef et une sorte de commissaire politique, un moqadem porte-drapeau toujours présent dans les combats et dirigeant la prière commune

avant chaque engagement. De simples feux allumés sur la montagne annoncèrent d'Alger à Skikda les débuts de l'insurrection générale.

Les partisans attaquèrent alors les fermes et les villages. Dans la Medjana et la petite Kabylie, les opérations étaient conduites en deux colonnes, l'une de 5000 hommes que dirigeait Aziz Mokrani, secondé par Abdelkader Al Wahrani et Bachir Ben Ali; l'autre de 4000 hommes, commandée par Mahmoud ben Al Haddad et les moqadem Amor oud Boudjema et Ben Naamoum. Près de 10000 fidèles occupèrent le bordj de Ben Ali Chérif et menacèrent Bougie.

En Grande Kabylie, les khouan et les moqadem furent les principaux organisateurs de l'insurrection. Les femmes, khouatat du cheikh Al Haddad, y jouèrent un rôle important. L'une d'entre elles, Khadidja ben Kanoun, se distingua particulièrement. Les marabouts de la Mitidja, les grandes familles, les Ouled Zamoum, les Mahieddine de Taourga, les Oukaci de Temda rejoignirent les partisans. L'insurrection gagna Tizi-Ouzou, Palestro, Dellys, Boudouaou, l'Arba. Les Français durent se replier sur Alger. Dans le Sud constantinois, éclatèrent la révolte des tribus du Belezma et celle de l'Aurès. L'insurrection gagna une grande partie de l'Est algérien.

Malgré la mort au combat du bachagha Mokrani (5 mai 1871), les partisans redoublèrent leurs attaques dans le Hamza, entre les Bahors et le Bouataleb, autour de Bougie, dans les régions de Collo et de Mila. Les Français incendiaient les villages pour soumettre les tribus. Aziz ben Al Haddad, puis son père le cheikh Al Haddad durent se rendre (30 juin et 13 juillet 1871).

Les combats se prolongèrent jusqu'en janvier 1872. Malek Al Berkani, de la famille maraboutique des Brakna, dirigea le djihad chez les Béni Menaceur (attaques et combats de Novi, Zurich, Marengo, Miliana, Hammam Righa en juillet-août); le cheikh Hocine Ahmed ben Cherif (Moulay Chek'fa) mena encore des actions dans la région de Jijel. Saïd ben Boudaoud attaqua Bou Saada et M'sila. Boumezrag livra les tout derniers combats avant d'être arrêté le 20 janvier 1872.

LA LOURDE RÉPRESSION

La répression fut terrible; les résistants furent considérés et traités comme des bandits. La presse française poussa au massacre des insurgés. Les jurys, constitués de nationaux, portèrent des condamnations qui distinguaient les « belligérants » vaincus, les « sujets: indigènes », et les « Français » nationalisés.

Les insurgés considérés comme « belligérants » durent payer de fortes contributions de guerre, près de 36 500 000 francs. En 1875, le Trésor français avait recouvré 31 500 000 francs. Les terres des « sujets indigènes » furent frappées de séquestre: cette mesure toucha toutes les tribus insurgées, la collectivité tribale étant traitée comme personne civile responsable, ce qui n'empêcha pas les Français d'appliquer la même sanction aux tribus qui n'avaient pas combattu en tant que telles. Au total près de 340 000 hectares furent séquestrés à titre collectif et 250 000 à titre individuel. De nombreux propriétaires algériens devinrent alors khamé ou ouvriers agricoles dans leurs anciennes propriétés. En tant que « Français » enfin, les insurgés furent traduits devant les cours d'assises où siégeaient des jurys composés uniquement de colons. Plusieurs patriotes y furent condamnés à mort et acceptèrent la « sentence avec un enthousiasme farouche qui approchait la joie ». Si Aziz fut déporté à Nouméa, le cheikh Al Haddad frappé aussi de déportation mourut en 1872; Boumezrag condamné à mort fut gracié et déporté également à Nouméa.

L'insurrection de 1871 fut la dernière grande tentative de révolte généralisée. Elle révéla la foi religieuse et patriotique des masses rurales algériennes. Les terres perdues, les troupeaux volés, contributions de guerre, les amendes, les fermetures de zaouïas,

les condamnations et les déportations: toute cette répression fut douloureusement ressentie par les Algériens. -